

ORANGE

VAUCLUSE Flatin

ORANGE/IMPÔTS Des actions pour sensibiliser les usagers

Une pétition pour défendre les services du centre des finances

Depuis quelques semaines, les agents se mobilisent pour s'opposer au projet de délocalisation du service des entreprises et de celui de la trésorerie vers d'autres centres. Ils dénoncent la perte du service de proximité.

À Orange, les agents s'inquiètent du projet de la nouvelle organisation des services annoncée d'ici 2022-2023. Depuis la mi-septembre, une pétition est lancée. Et elle a déjà recueilli plus de 300 signatures d'usagers. Avant chaque prise de service, le personnel se mobilise pour informer et sensibiliser le public. « Un jour, il n'y aura plus d'agents pour recevoir les usagers. Ça a déjà commencé par certains services » glisse un agent, vingt ans de carrière derrière elle. Dans le cadre de la refonte des services, la trésorerie municipale chargée de gérer les recettes et dépenses des collectivités est appelée à migrer sur Vaison-la-Romaine. Le centre vaonnais regroupera également les trésoreries de Bollène et Valréas. D'Orange risque également de partir vers le centre de Carpentras, le service des entreprises. « La direction nous parle d'une opération blanche parce que le service des particuliers de Carpentras rejoindra le centre d'Orange. Mais ce n'est pas aussi simple que ça. Neuf partiraient à Vaison, 15 à Carpentras et 25 arriveraient de Carpentras... Mais c'est la version papier. La réalité c'est qu'il n'est pas dit que tous les agents suivent leur service. Pour éviter une mobilité géographique certains seront peut-être contraints à une mobilité fonctionnelle, ce qui va entraîner une perte de technicité dans certains services » avance Benoît Sautecœur, secrétaire départemental de «Solidaires finances

publiques». Plus encore, il dénonce dans le cadre d'une action intersyndicale regroupant également la CGT et FO l'éloignement de l'usager des services financiers. « C'est le fruit d'un désengagement de l'État avec la perte d'une partie des services de proximité et du service rendu ».

Le centre des finances publiques d'Orange qui compte 75 agents a la particularité de réunir sur un même site toutes les missions (trésorerie, service des particuliers, des entreprises, du cadastre et de la publicité foncière). Un centre où l'usager quelle que soit sa demande trouve une réponse... « Mais ce ne sera plus vrai d'ici une paire d'années. D'autant que la pérennité du service aux particuliers est plus que menacée avec le prélèvement à la source, la suppression de la taxe d'habitation, l'obligation de la déclaration sur internet... Derrière cette réorganisation se cache un seul objectif : la suppression de postes. En trois ans, dans le Vaucluse, on risque de perdre une cinquantaine d'emplois... ».

« Tout est fait pour que l'usager vienne moins au centre des impôts »

Depuis septembre, le service du cadastre est devenu une antenne, et l'accueil se fait désormais sur rendez-vous. « Les gens doivent aller sur internet pour prendre un rendez-vous. Dès l'an prochain, ce sera la même chose pour les services des entreprises et des particuliers. On a l'impression que tout est fait pour que les usagers viennent de moins en moins au centre des impôts » ajoute un agent. En délégation, des agents se sont rendus sur le marché pour faire signer la pétition et vendredi, ils ont rencontré en fin de semaine dernière, le maire d'Orange, Jacques Bompard



Le centre des impôts risque de perdre deux de ses services.

et la députée, Marie-France Lorho. Ils leur ont apporté leur soutien en décidant de proposer au conseil municipal et au

conseil communautaire une motion pour la défense des services des finances publiques.

Eu.M.

« C'EST UN PROJET ENCORE OUVERT À LA DISCUSSION »

L'administrateur général des finances publiques de Vaucluse, Bertrand Gautier se veut rassurant. Pour le moment, rien n'est encore fixé et les discussions sont encore possibles entre la direction départementale des finances publiques, les élus et les fonctionnaires des services. « C'est un projet encore ouvert à la discussion. Le calendrier initial est souple, cela va déborder sur le début de l'année 2020. Je comprends les inquiétudes et l'on va trouver des solutions mais le réseau doit évoluer c'est une nécessité », explique Bertrand Gautier évoquant les changements à venir pour l'impôt aux particuliers. Avec le prélèvement à la source, la disparition de la taxe d'habitation et la multiplication des déclarations en ligne, les habitudes des usagers risquent de changer. « Le service des particuliers sera toujours un service d'accueil mais la fonction va se

réduire. Cependant, il n'y a pas à douter de la pérennité du site d'Orange sur lequel on prévoit de regrouper le service des particuliers. Si on opère ce changement, ce n'est pas pour tout fermer dans quelques années. » Là où les élus orangeois et les fonctionnaires du centre des finances craignent une perte de proximité même avec la création des Maisons France Service (MFS), Bertrand Gautier voit une « action complémentaire ». « Les animateurs des MFS pourront accueillir et répondre aux questions des usagers sur différents sujets, pas uniquement sur les impôts. Bien sûr, ils n'auront pas la même formation que nos fonctionnaires mais c'est pour cela qu'ils seront en lien direct avec eux. Et puis, nous tiendrons des permanences aussi pour conserver la proximité avec les usagers. » Reste à savoir si une MFS sera créée à Orange.

REPÈRES

Le maire d'Orange, Jacques Bompard, également président de la Communauté de communes des pays d'Orange réunis, a reçu en mairie une délégation du personnel du centre des Finances publiques d'Orange. Une motion sera votée lors des prochains conseils, municipal et d'interco, pour « la défense de nos services des Finances publiques ». « Ce nouveau déploiement des fonctionnaires abaisse de fait la qualité de service du centre d'Orange. Indéniablement, la proximité actuelle n'existera plus, notamment pour les entreprises et les établissements publics. De plus, l'annonce de création d'antennes d'accueil, sans spécialisation et sans personnalisation, ressemble à une mesure d'opportunité sans suivi assuré dans le temps », écrit-il. La députée Marie-France Lorho a joint sa signature à celle du maire.